

Le Socialisme

Directeur : JULES GUESDE

PARAIT LE SAMEDI

HUIT PAGES

LE NUMÉRO : 10 centimes

BUREAUX : 15, rue Visconti, Paris VI^e, de 5 h. à 7 h.

ABONNEMENTS

Trois mois, 1.25 — Six mois, 2.50 — Un an, 5 fr.
ÉTRANGER : Six mois, 3.50 — Un an, 7 fr.



SOMMAIRE

Un impôt de constatation. — CH. RAPPOPORT.
Nos suppléments.
Les luttes électorales. — CH. VERECQUE.
Chiffres éloquentes. — P. G.
Les points sur les I. — COMPÈRE-MOREL.
Souvenirs de 1872. — PAUL LAFARGUE.
Au jour le jour. — PAUL GRADOS.
Division du travail. — P.-M. ANDRÉ.
Action directe. — CH. BONNIER.
Vignes à Complant. — CH. BRUNELLIÈRE.
Petits profits capitalistes.
Bibliographie.
La Grève-lampon. — P.-M. A.
Action sociale à l'intérieur et à l'extérieur.
Chez les employés de la Seine.
La presse socialiste.
Feuilleton : Pages d'histoire. — La Commune.
J. GUESDE.



Un Impôt de constatation

La Chambre affecte de discuter avec passion l'impôt sur le revenu. Les heureux possédants crient au voleur, à la ruine imminente. Et l'autre jour, M. Ribot a pleuré pendant deux séances consécutives sur la misère des riches. Ce saule-pleureur du capital voit tout crouler toutes les fois qu'on a l'air de bouger de place.

Il n'a des larmes et des trémolos dans sa voix mélodieuse que pour les millionnaires misérables. En vrai Cassandre des privilégiés, il les voit déjà mourir sur la paille.

Dans la presse capitaliste, on ne décolère plus. On nous menace tous les jours d'un herveïsme nouveau genre, d'un herveïsme fiscal : les capitaux patriotes s'apprentent à désert.

On n'apporte pas sa patrie au bout de ses semelles, mais il paraît plus aisé de l'emporter dans un portefeuille bourré de billets de banque. *Ubi bene, ibi patria* signifie chez nos seigneurs de la Rente : la patrie est là où il n'y a pas d'impôt sur les revenus. *Le Temps* se fait tragique, et M. Harduin ne "blague" plus. Les prophètes de malheur pullulent. Nous roulons vers l'abîme avec la rapidité d'un automobile lancé dans le *Paris-Pékin*. Du moins, que cet automobile ne soit pas un bateau !

De quoi pourtant s'agit-il, messieurs les capitalistes ? S'agit-il de supprimer l'impôt sur la force-travail, connu sous le nom plus-value capitaliste, que jour et nuit versent au patronat prolétaires hommes,

et femmes et enfants ? Nullement. La gent capitaliste continuera à prélever cette dime nationale comme par devant. S'agit-il au moins de la suppression des deux milliards et plus de l'impôt indirect qui se exclusivement sur les travailleurs, renchérissant la vie déjà si chère et limitant la consommation de ceux qui consomment si peu ? D'aucune façon. Ce serait la ruine du budget "national" que le citoyen Breton tient à voter coûte que coûte. S'agit-il tout au moins d'un dégrèvement sensible pour les ouvriers des villes et des campagnes ? Les répercussions nombreuses sont là pour l'empêcher. Un exemple, entre tant d'autres. Les grands propriétaires de la Beauce et du Perche, introduisent, d'ores et déjà, dans les baux avec leurs fermiers, une clause relevant le prix de la terre au cas — improbable ! — du vote définitif de l'impôt terrifiant.

Pourquoi donc tant de bruit ? Est-ce pour rien ?

Non. Les capitalistes ne font jamais rien pour rien. Deux raisons ont décidé de la campagne contre l'impôt-benin de M. Caillaux. D'abord, c'est de la bonne tactique capitaliste. Plus on crie contre la moindre réforme, moins on fera des réformes. Plus on résiste aux moindres changements, moins nos braves radicaux, qui ne sont pas braves de tout, seront disposés à les demander.

Et nos amis, qui ont l'enthousiasme facile à la moindre réformette, tombent deux fois plutôt qu'une, dans le panneau capitaliste ! Ils remplissent d'aise les malins et font reculer les timides en leur faisant croire qu'en déplaçant une borne, l'on déplace le régime capitaliste tout entier. Ceci soit dit en passant,

La seconde raison des clameurs capitalistes, la voici : On craint par dessus tout "l'inquisition". Autrement dit, on craint la vérité — qui est plus révolutionnaire que l'Action directe ! — sur la distribution scandaleuse des fortunes dans notre société-modèle, dans notre France, dite Eldorado des petits propriétaires — si petits qu'ils n'ont rien. Léon Say, Ministre des Finances, ami intime — et avisé — du capital, n'a-t-il pas demandé la suppression de la statistique des fortunes ?

Un chiffre est parfois plus destructif que de la la dynamite. L'impôt sur les revenus fera constater quelques petites vérités extrêmement désagréables aux privilégiés.

Et les bourgeois ont peur. Cela nous suffit pour que nous soyons partisans de cet impôt de vérité, ou au moins d'une parcelle de vérité.

Dites nous ce qui est. Nous nous chargeons de dire au peuple ce qui doit être — et ce qui sera.

CH. RAPPOPORT

Nos Suppléments

En attendant un agrandissement régulier, que nous permet d'envisager dès à présent le succès de notre journal-revue, le **Socialisme** publiera, une ou deux fois par mois, à partir de mars, des **Suppléments** de quatre pages.

Le premier de ces suppléments paraîtra pour l'anniversaire du 18 mars.

Chaque supplément fera l'objet d'un tirage spécial et sera vendu **cinq centimes** (trois centimes pour les dépositaires). Par contre, il sera envoyé à tous nos abonnés **sans augmentation de notre tarif d'abonnement**. Les lecteurs du **Socialisme** auront ainsi un avantage de plus à passer par l'abonnement.

Aux Abonnés de 3 mois

Le premier trimestre d'abonnement au "**Socialisme**" est expiré depuis le 15 Février.

Les abonnés de **trois mois** faciliteront notre recouvrement en adressant **d'urgence** leur **renouvellement** (en mandats, bons ou timbres), à l'Administrateur délégué, 15, rue Visconti, 15.

Prière d'indiquer qu'il s'agit d'un **renouvellement**.

Les Luttes Électorales

Il est une action que le prolétariat ne peut pas négliger, c'est l'action électorale — tant décriée par les anarchistes au service de la bourgeoisie — qu'elle aboutisse ou non à l'entrée de nos camarades dans les Chambres ou dans les Conseils communaux et départementaux. Quelles que soient les difficultés qu'il rencontre dans son maniement, le prolétariat doit se servir du suffrage universel ; il doit s'en servir, non pas avec l'idée qu'il est la seule arme qui puisse mettre l'Etat entre ses mains, mais avec l'idée qu'il est l'un des moyens les plus puissants de préparer la révolution sociale.

Les socialistes recommandent la pratique du suffrage universel ; ils savent qu'il est un instrument de propagande, de combat et d'organisation. Les luttes électorales sont toujours utiles à la classe ouvrière ; pour elle ce sont des occasions excellentes de se grouper, de se compter, de se fortifier et de s'instruire ; les luttes électorales habituent également la classe ouvrière à se mouvoir en bloc, à marcher en bloc contre la classe capitaliste.

Comme tous les socialistes, Kautsky a remarqué les avantages que peut tirer la classe ouvrière de ces champs de manœuvres qui constituent les luttes électorales. Dans son livre, *Parlementarisme et Socialisme*, il a écrit qu'elles « sont un puissant moyen pour éveiller

la conscience de classe et la fortifier ; un puissant moyen pour réunir les prolétaires sous un seul drapeau, exciter en eux l'enthousiasme et l'exaltation pour des buts lointains et les faire entrer dans la lutte en phalange serrée. » Et Kautsky a ajouté : « Si l'agitation électorale accélère la séparation des partis dans le peuple, elle est aussi un puissant instrument d'organisation et de discipline, comme de propagande. »

Ce que nous cherchons, ce que nous avons toujours cherché dans les élections, ce n'est pas seulement, comme nos divers adversaires se plaisent à le dire, des élus, le succès de nos candidats. Nous cherchons aussi des soldats pour constituer l'armée de la révolution sociale, des travailleurs conscients, pénétrés de l'idée socialiste, convaincus de la nécessité de la transformation sociale dans le sens collectiviste ou communiste. Et quand quelques-uns des nôtres pénètrent dans les Assemblées représentatives, ce n'est pas pour y occuper, uniquement, les sièges de la bourgeoisie, mais pour y continuer, du haut d'une tribune retentissante, notre propagande expropriatrice.

Le Parti socialiste est un parti de propagande incessante, de propagande de tous les instants ; il doit surtout multiplier ses efforts pendant les périodes électorales. C'est un fait bien connu que la période qui précède les élections est l'une des périodes les plus propices pour le groupement des travailleurs et la diffusion de nos doctrines. Il y a moins d'indifférence, plus d'activité et plus d'attention chez les travailleurs et ces derniers sont, par conséquent, plus disposés à entendre la parole socialiste.

Les luttes électorales sont des marches d'entraînement ; elles nous permettent, à des époques différentes, de passer la revue de nos troupes et de prévoir, toujours plus rapprochée, l'époque de l'expropriation de la Bourgeoisie. Parlant du droit de vote, que le prolétariat doit absolument utiliser, Engels a écrit les observations qui suivent dans sa préface de *La lutte des classes en France par Karl Marx* :

« Quand ce droit de vote n'aurait, en d'autre avantage que de nous permettre de nous compter... d'augmenter la certitude de la victoire des travailleurs en même temps que l'effroi de l'adversaire, par l'accroissement graduel et régulier autant que rapide du nombre de voix ; de devenir ainsi notre meilleur moyen de propagande ; de nous renseigner sur nos propres forces comme sur celles des partis contraires, et de nous fournir par là une mesure incomparable pour nous mettre en garde aussi bien devant une hésitation déplacée que devant une témérité inopportune ; quand ce droit de vote ne nous aurait donné que ces seuls résultats, ce serait plus que suffisant. Mais il a fait encore beaucoup plus. Dans l'agitation électorale, il nous offrait un admirable moyen de nous mettre en contact avec la masse du peuple là où elle se tient encore éloignée de nous, et de contraindre tous les partis à défendre, tête à tête, devant tous, leurs vues et leurs actes contre nos attaques. En outre, une tribune était ouverte... du haut de laquelle nos élus pouvaient parler à leurs adversaires du Parlement, comme aux masses, avec une autorité et une liberté tout autre que dans la presse et les réunions. »

En vue de l'affranchissement prolétarien, il est de notre devoir de nous servir du suffrage universel ; nous devons nous en servir comme l'on se sert de la presse, du syndicat, de la réunion publique, etc. Toutes les armes qui laissent aux prolétaires un peu de liberté, un peu de facilité pour se grouper, devenir conscients, socialistes, sont à employer — ce qui ne veut pas dire que l'on doive attribuer à ces moyens d'organisation et de propagande, une efficacité autre que celle qu'ils ont et doivent avoir.

Notre rôle est un rôle d'éducateurs et nous sommes condamnés à utiliser tout ce qui, dans les circonstances présentes, peut nous permettre de faire connaître le socialisme et de dresser les travailleurs contre la société capitaliste. Mais que les circonstances changent et l'on verra que nous saurons changer aussi nos armes de groupement et de combat.

Charles VÉRECQUE.

CHIFFRES ÉLOQUENTS

Je défie bien qui que ce soit de trouver dans les plus belles tirades littéraires, dans les poèmes les plus sentimentaux, dans les anathèmes les plus énergiques des pacifistes anarchisants ou bourgeois, un réquisitoire aussi magistral que les quelques chiffres qu'on va lire.

Ces chiffres sont empruntés aux *Lectures pour tous* (1908) et à *Je sais tout* (décembre 1907). La première de ces deux publications parle du conflit possible entre les États-Unis et le Japon ; la seconde contient une étude sur la fabrication des canons de marine.

En cas de guerre navale, chacun des belligérants devrait, dans le premier mois des hostilités, dépenser 20 millions rien que pour alimenter sa flotte de charbon. Avec la hausse inévitable des prix qui s'ensuivrait — grâce au patriotisme bien connu des Compagnies minières, qui n'auraient garde de manquer une si belle occasion de surprofits — la dépense atteindrait 1 million par jour dans le second mois.

Chaque division cuirassée embarquerait, au départ, pour 100 millions de munitions, « qui peuvent, ajoute l'auteur, être épuisées en trois journées de combat » — sans compter naturellement celles qui peuvent se trouver englouties avec les vaisseaux torpillés.

On oublie de nous dire, au surplus, combien de familles ouvrières pourraient aisément se chauffer, combien de machines consacrées à la production industrielle pourraient fonctionner avec l'énorme stock de charbon consommé sur les navires de guerre. On oublie d'indiquer à quels nombreux travaux d'intérêt social pourraient servir les centaines de millions qui s'en iront bruyamment en fumée.

Mais passons à d'autres détails. Si nous examinons à combien revient le « travail » exécuté par un canon de gros calibre, nous nous trouvons en présence des constatations suivantes :

Une pièce d'acier pesant 80.000 kilogs ne peut pas tirer plus de 95 coups ; passé ce nombre, les érosions produites par la déflagration des puissants explosifs en usage, provoqueraient des dangers d'éclatement.

Chacun de ces coups revient à 8.500 francs, savoir : projectile, 3.250 fr. ; gargousse 950 fr. ; amortissement du prix de l'engin, 410.000 fr. divisé par 95, soit 4.300 fr.

Or, quand le coup part, le projectile ne met pas plus d'un cinquantième de seconde à franchir la distance qui sépare la bouche de la culasse. Il faut donc moins de 2 secondes (1/50 multiplié par 95 égale 1 seconde 90) pour mettre le canon hors d'usage. Si bien qu'en additionnant 410.000 francs (prix de la pièce), 300.000 francs (prix de 95 projectiles) et 90.000 francs (prix de 95 gargousses), on arrive au total insignifiant de 800.000 francs, qui représentent le prix d'une seconde neuf dixièmes du « travail » en question !

N'est-ce pas gentil?... Voilà des « salariés » qui coûtent un peu cher à leurs patrons. Heureusement qu'ils sont presque toujours en grève...

Et qu'on y fasse bien attention : ce ne sont là que les dépenses afférentes à la consommation du charbon et des munitions. Pour avoir une idée, même imparfaite, des frais généraux, il faudrait faire entrer en compte les navires coulés — dont chacun peut coûter entre dix et vingt millions — les travaux de fortification détruits, les maisons démolies ou incendiées, les champs dévastés, les milliers d'existences humaines sacrifiées, les millions de journées de travail perdues, etc., etc... C'est peut-être par dizaines de milliards qu'on arriverait à chiffrer le prix de revient d'une guerre déclarée dans ces conditions.

S'il faut en croire les *Lectures pour tous*, le Japon, peuplé de 49 millions d'habitants sur une superficie de 382.000 kilomètres carrés dont 60.000 à peine sont cultivables, impose par ce seul fait l'émigration en masse à ses habitants, dont le nombre s'accroît de 400 à 500.000 chaque année. C'est cette émigration qu'il a besoin de faire accepter, même par les armes, et que les Américains veulent empêcher par les mêmes moyens si c'est nécessaire.

Alors, ne sommes-nous pas fondés à conclure qu'avec une autre organisation sociale — avec une organisation où l'harmonie des besoins et des intérêts aurait remplacé leur antagonisme actuel — il serait aisé de pourvoir aux besoins et aux intérêts de tous ces émigrants par force ?

Il suffirait pour cela d'y consacrer une partie seulement des ressources qu'on emploie de nos jours à la destruction des hommes et des choses. La famille humaine ne s'en trouverait nullement appauvrie — bien au contraire.

P. G.

Les points sur les i

Quand nous polémiquons avec nos adversaires sur le nombre des petits propriétaires et la quantité d'hectares de terre qu'ils détiennent, ces messieurs nous jettent à la figure les millions et les millions de petites cotes foncières et les millions de petites exploitations agricoles.

Ce qu'ils oublient souvent de nous faire connaître, et nous devons toujours agir en leur lieu et place, c'est de nous donner d'abord le nombre d'hectares de terre détenus par les petits exploitants et ensuite la moyenne de la contenance de chacune de ces exploitations.

L'autre jour, j'ai dû, ici-même, démontrer que si les 12.600.556 cotes foncières au-dessous de 6 hectares représentaient 89,56 o/o de l'ensemble des cotes, les 12.754.803 hectares des propriétés au-dessous de 6 hectares représentaient 25 o/o seulement de la superficie totale de la terre cultivable.

Aujourd'hui, j'apporte d'autres documents afin que l'on sache que s'il existe 2.235.405 exploitations de très petite culture au-dessous de 1 hectare, 1.829.259 exploitations de culture de 1 à 5 hectares, la moyenne de l'étendue de l'exploitation de ce que l'on appelle une très petite propriété, c'est-à-dire d'une contenance de moins de 1 hectare, est de 0 hectare 59.

Je vous demande combien peuvent être heureux les milliers et les milliers de très petits propriétaires possédant comme tout bien une propriété de 0 hectare 59 ares ! Quelles ressources ils peuvent tirer de cette propriété !

Mais il y a encore mieux : parmi les 12.600.556 cotes foncières de 6 hectares, il en est d'extraordinaires !

L'autre jour je recevais d'un ami d'Avize, département de la Marne, une feuille d'avertissement délivrée par le directeur des contributions directes pour l'acquit de la contribution foncière.

La feuille portait l'article 892 du rôle. Et le propriétaire : Rolland Ernest, demeurant à Avize, voyait ses propriétés non bâties imposées pour un revenu cadastral de 0 fr. 01 centime !

Dire que dans l'armée des petits propriétaires, il y a une foule de proprios de ce calibre là qui sont obligés de verser cinq centimes d'avertissement pour payer un centime d'impôts !

Ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est que des hommes sérieux comme M. Leroy-Beaulieu, font encore semblant de croire à la diffusion de la petite propriété, à sa richesse, à sa résistance et à son immuabilité !

Tout le monde a sa petite marotte !

COMPÈRE-MOREL

Mon cher Bracke,

L'anonyme comité de rédaction de l'Action directe, pour faire de l'action directe, a supprimé un passage de ma réponse aux accusations de Pouget, ce qui la dénature ; je vous prie de la reproduire in-extenso.

Cordialement,

Paul LAFARGUE.

SOUVENIRS DE 1872

Je demande au citoyen Pouget et à tout syndiqué : que feriez-vous, si vous veniez à découvrir dans la Confédération du Travail une société secrète, ignorée des Syndicats et composée de quelques syndiqués et de bourgeois, qui intriguerait pour faire marcher les Syndicats et la Confédération aux ordres d'un Comité secret, résidant en Suisse ; dont les affiliés, lors de la tenue des Congrès syndicaux et des séances du Comité Confédéral, se réuniraient secrètement pour prendre les décisions qu'on doit leur faire voter ?

Est-ce que ce ne serait pas votre devoir de dénoncer à vos camarades ces individus qui chercheraient à créer au sein de la Confédération un pouvoir occulte sans mandat et sans responsabilité.

C'est ce que j'ai fait et suis prêt à refaire.

L'Alliance des Frères internationaux, société secrète composée de quelques internationaux et de bourgeois, et fondée par Bakounine pour faire,

non la lutte des classes, mais « l'égalisation des classes », qui avait des Comités secrets en Italie, Espagne et Belgique, était organisée dans l'Internationale pour la diriger d'après les instructions du Comité-Directeur de Suisse, où trônait Bakounine. Les Alliancistes arrêtaient en secret les résolutions qu'on devait faire prendre aux Congrès et aux Conseils de l'Internationale.

Voici en quelles circonstances j'ai découvert et révélé l'existence au sein de l'Internationale de cette société de bas intrigants.

Le Gouvernement de l'Espagne, où je m'étais réfugié après la Commune, ayant refusé de me livrer à Thiers qui demandait mon extradition, m'interna dans une petite ville. Je m'empressai de m'échapper de ce trou pour me rendre à Madrid où je vécut sous le nom de Farga et pour entrer en relations avec le Conseil National de l'Internationale espagnole, dont les membres encore existants, Pablo Iglesias, Francisco Mora et Calleja certifiaient l'exactitude de ce que je vais rapporter.

Le Conseil National, dont plusieurs membres étaient Alliancistes, se refusant d'obéir aux ordres de Bakounine, que lui transmettait Morago, était, avant mon arrivée, en lutte avec l'Alliance et avait essayé de la faire dissoudre. Mis au courant de la situation, j'informai le Conseil général de Londres et révélai l'existence de cette société secrète dans la *Liberté*, organe des internationaux belges, afin de mettre les camarades à l'abri de ses manœuvres souterraines. La *Emancipation*, organe officiel du Conseil National espagnol, dont plus tard je devais devenir le collaborateur, publia une circulaire annonçant la dissolution de l'Alliance avec les noms de ceux qui avaient pris cette décision. Jamais les signataires ne furent inquiétés, car l'Alliance était dirigée contre l'Internationale et non contre les gouvernements de la bourgeoisie. Pouget dit que l'indignation fut grande; elle fut si grande que les sections de Madrid et d'Alcala me déléguèrent pour les représenter au Congrès international de La Haye de 1872 pour voter l'expulsion de Bakounine et de ses alliancistes.

Les Alliancistes de Madrid, pour se venger de la ruine de leurs intrigues, me dénoncèrent dans *El Condado*, que dirigeait Morago, l'agent de Bakounine, comme ayant assisté au Congrès de Sarragosse, qui s'était tenu malgré sa dissolution par le gouvernement, et comme vivant à Madrid sous le nom de Farga; je dus me cacher et quitter l'Espagne avec un faux-passeport. Quelque temps après, j'appris que Morago était condamné pour avoir fabriqué des billets de banque.

Paul LAFARGUE.

Au Jour le Jour

Utopie?

Si l'un de nos élus, sans même aller jusqu'à la réduction à un an *pour tous* du séjour sous les drapeaux, proposait seulement cette mesure pour ceux qui se montrent les meilleurs tireurs, il n'y aurait pas assez de colonnes dans les journaux bien pensants — et surtout dans ceux qui se targuent d'une compétence exceptionnelle sur les questions militaires — pour crier tout de suite à l'utopie, à la désorganisation de l'armée, à la défense nationale compromise, etc., etc...

Le ministre de la guerre autrichien serait-il donc tout à coup devenu socialiste, aurait-il donc subitement cette "utopie" et ces projets de "désorganisation", qu'il vient d'annoncer à la Délégation hongroise la mise à l'étude d'une mesure analogue?

Une bonne idée

Plusieurs membres du Parti, résidant dans le département de la Seine, ont institué sous le titre d'*Union sportive* de véritables cours d'exercices physiques sous la direction de camarades expérimentés.

L'idée nous paraît heureuse. Des associations de ce genre existent déjà dans les pays où l'organisation socialiste est le plus développée, procurant aux travailleurs des distractions plus hygiéniques que le beuglant ou l'assommoir.

Si le mouvement révolutionnaire qui déterminera la chute du capitalisme prend la forme d'un conflit armé entre les deux classes ennemies, nous aurons un avantage incontestable à pouvoir mettre en ligne des combattants adroits, agiles et vigoureux — voire de bons tireurs. Aussi ne saurions-nous trop engager ces camarades à constituer au plus tôt une *équipe de tireurs* pour compléter utilement l'organisation qu'ils ont créée.

Simple remarque

Nous lisons fréquemment, dans les colonnes de la presse bourgeoise, la nomination d'un ou plusieurs savants français au titre de membres honoraires ou correspondants de sociétés scientifiques allemandes, anglaises, italiennes, américaines ou scandinaves.

C'est une excellente chose, incontestablement. Et personne — pas même les journaux les plus bruyamment patriotards — ne songe à critiquer cet usage, ni à soupçonner les Charcot, les Lapparent et leurs émules de haute trahison...

Mais alors, pourquoi cette affreuse grimace, pourquoi ces vociférations épileptiformes, quand des travailleurs s'avisent d'en faire autant pour leur organisation syndicale ou politique?

A Pas de Géant

Dédié à ceux de nos adversaires qui s'obstinent contre toute évidence à nier la concentration capitaliste et la disparition progressive de la petite bourgeoisie :

Au cours des dernières années, le chiffre d'affaires fait par les grands magasins de la *Samaritaine* pour la vente en province a passé de 24 à 29, puis à 34, puis à 39, puis à 44 millions — soit une augmentation à peu près régulière de 5 millions par an. Pour l'année 1907, on croit même qu'il a dépassé 50 millions.

Autant de moins pour les magasins d'étoffes, lingerie, mercerie, etc., établis en province. Combien ont pu résister? fort peu sans doute. Combien ont dû disparaître? un grand nombre, très probablement — les plus petits surtout.

Et dire que quand nous constatons cette expropriation méthodique, et sans indemnité, opérée par les grands seigneurs de la féodalité capitaliste, ces derniers nous font accuser par les plumitifs à leur solde de "vouloir la ruine du petit commerce"!

La Main dans le Sac

On sait qu'un laboratoire spécial est créé pour aider à la constatation — et par conséquent à la répression — des fraudes sur les vins. On sait également que toute analyse chimique nécessite l'emploi d'appareils de verre jaugés et gradués, qui servent à déterminer la proportion des matières qui forment les composés soumis à l'analyse.

Eh bien! sous prétexte d'économie, l'on a refusé les produits de la seule maison française qui fabrique elle-même les appareils en question; l'on a donné les commandes à un autre établissement qui se fournit à l'étranger, et qui livre des appareils dont la précision est pour le moins douteuse, au dire des connaisseurs.

Et voilà d'une pierre deux coups: notre industrie nationale "favorisée" dans les grandes largeurs, et l'analyse des boissons alimentaires effectuée "s. g. d. g."!

A chaque instant, les professeurs de patriotisme et de probité commerciale éprouvent comme ça le besoin de joindre l'exemple au précepte...

Stratégie

L'étude faite dernièrement par le général Bonnal, de la tactique militaire adoptée par Napoléon I^{er}, peut se résumer dans cette simple phrase: *Savoir faire agir des masses.*

Il est entendu qu'aucune espèce de comparaison ne peut s'établir — quant aux éléments qui se trouvent en présence — entre le choc de deux classes sociales et celui de deux armées. Mais au point de vue de la stratégie, il y a lieu à plus d'un rapprochement.

Les mêmes moyens de lutte, grâce auxquels le Bonaparte qui fut la personnification militaire de la Révolution bourgeoise garda si longtemps la supériorité sur les champs de bataille, on peut et on doit les enseigner au prolétariat organisé. On peut et on doit lui dire que ses victoires partielles dans le présent, que sa victoire finale dans l'avenir, dépendent des forces qu'il aura su grouper, discipliner, instruire et mobiliser.

C'est pourquoi le devoir de tout révolutionnaire est d'éviter toute diversion, toute complication susceptible d'entraîner le recrutement syndical et le recrutement socialiste — et de toujours rechercher les moyens de grossir les effectifs qu'il faut mettre en ligne contre l'ennemi capitaliste.

Civilisation

Pour avoir dénoncé la qualité suspecte des produits pharmaceutiques livrés aux malades du bourg d'Olevans, le docteur Vitolo a eu ses deux filles empoisonnées par des bonbons que leur avait donnés le pharmacien Pastorini.

On n'attend pas impunément à la *liberté du commerce*. Si les repréailles ne prennent pas toujours la forme d'un odieux assassinat, c'est que la plupart de ceux qui les exercent ont peur des gendarmes et préfèrent s'en tenir au boycottage, au sabotage et à d'autres procédés moins

dangereux pour la sécurité personnelle de leurs auteurs.

Mais c'est surprenant tout de même comme le régime capitaliste rend meilleur l'être humain!... Il n'y a que ces « barbares » de socialistes pour prétendre le contraire.

Anarchie capitaliste

L'agitation agraire qui se poursuit dans diverses provinces italiennes est une démonstration de plus de l'anarchie économique dont souffre et meurt la société capitaliste.

Ainsi, tandis qu'à Portomaggiore et à Argenta, des ouvriers agricoles *sans travail* manifestent par centaines et par milliers, des grèves éclatent à Parotto, Coronella, Casaglia et dans d'autres régions encore. Ici, des propriétaires *vendent leurs bestiaux*; là, des paysans *demandent des terres* et vont y travailler malgré la volonté de ceux qui les détiennent, afin d'établir leur droit de possession.

Quels merveilleux résultats donne le système actuel de production et de propriété! L'un ne sait que faire de ce qu'il a, l'autre ne peut avoir ce qu'il lui faut; ceux-ci n'ont pas assez de travail, ceux-là en ont trop... et si la question paraît insoluble aux dirigeants, c'est qu'ils ne veulent à aucun prix de la seule solution qui soit pratique et nécessaire!

Liberté d'opinion

M. de Villiers, ministre des mines au Transvaal, dénonce la tendance des compagnies propriétaires de gisement aurifères à fusionner entre elles. De *quinze* qu'elles sont actuellement, leur nombre serait réduit à *cinq*.

Comme le ministre déjà nommé n'est pas socialiste, il y a des chances pour qu'il soit cru quand il voit dans ce projet une tentative de spéculation et d'accaparement. Si c'était l'un des nôtres qui tiennet le même langage, on aurait tôt fait de lui répondre que la théorie de la concentration des capitaux est une invention faite pour justifier la propagande collectiviste.

La preuve, c'est que vers la même date, notre camarade Keir Hardie, en arrivant à Johannesburg, a été l'objet d'une manifestation hostile — organisée très probablement par les rois de l'or de ce coin de terre africain.

Keir Hardie aurait-il parlé autrement que M. de Villiers, s'il avait fait une conférence sur les agissements des compagnies minières?

Le Pavé de l'Ours

Quels enfants terribles que les défenseurs de l'ordre capitaliste! Ils n'ont pas leurs pareils pour infliger les plus sanglantes flétrissures au régime social qu'ils proposent à notre admiration.

Ecoutez par exemple M. Cruppi, qui pérorait au banquet du Commerce et de l'Industrie sur la « crise de l'apprentissage » :

Les criminalistes ont vu dans cette crise — et non sans raison — une des causes les plus réelles de l'augmentation des crimes et délits. Plus l'atelier est déserté, plus la prison s'emplit.

Alors les vrais coupables, les premiers responsables, ce sont les industriels qui, substituant de plus en plus le travail mécanique au travail humain, forcent non seulement des apprentis, mais encore des ouvriers adultes, à « désertier » des ateliers où l'emploi de leurs bras devient de moins en moins nécessaire!... Et comme ce développement incessant du machinisme est la caractéristique du régime capitaliste, c'est le régime lui-même qui leur impose cette responsabilité!

Deux lignes de l'écriture d'un homme suffisaient jadis pour le faire pendre. Aujourd'hui, deux phrases d'un ministre suffisent pour condamner la société qu'il représente.

Question indiscrette

Dans l'année 1907, les bassins houillers du Nord ont produit 6.933.506 tonnes de charbon, soit 690.420 tonnes de plus qu'en 1906.

Pour le Pas-de-Calais, la production s'est élevée à 17.829.238 tonnes, c'est-à-dire 2.001.155 tonnes de plus que l'année précédente.

Et pourtant — en dépit des lois économiques découvertes par M. Deschanel — le prix du charbon augmente, absolument comme si sa production s'était raréfiée... Bizarre, très bizarre!

Autre chose maintenant. Les dividendes servis aux actionnaires n'ont pas été sans se ressentir quelque peu de cette double augmentation. *En a-t-il été de même pour les salaires?*... Nous n'avons que de trop de bonnes raisons pour en douter. Si le fait s'était produit, la presse bourgeoise l'aurait crié sur les toits en entonnant des hymnes à la générosité patronale — cependant que les intermédiaires auraient géint lamentablement sur les exigences croissantes des ouvriers qui les mettaient dans la dure nécessité d'élever leurs prix de vente.

Paul GRADOS.

Division du Travail

L'impuissance finale du *neutralisme* syndical, reconnue par les trades-unions britanniques après une longue expérience, apparaissait comme une évidence, pour les socialistes français, dès l'époque où ils suscitèrent dans leur milieu le mouvement syndical.

Tandis que les corporations anglaises s'imprégnaient lentement de socialisme, dès leur formation la plupart des syndicats français avaient pris couleur socialiste.

Les difficultés intérieures — la crise de croissance — de ces deux mouvements, sont analogues bien que d'aspects différents.

Ayant absorbé dans son large corporatisme la masse ouvrière amorphe, le trade-unionisme tend à grandir *en conscience*, par la pénétration socialiste. Le syndicalisme français, organisé par des socialistes, éprouve, à l'heure présente, le besoin de grandir *en nombre*, de s'alimenter en enfonçant ses racines jusqu'aux profondeurs ouvrières. Le premier — s'il veut amener l'ensemble de ses troupes au Socialisme — est tenu d'observer, dans cette entreprise, la prudence nécessaire *pour maintenir ses forces*; le second, s'il veut garnir ses cadres socialistes, est tenu à non moins de prudence *pour lever des troupes*.

Aussi bien, lorsque les militants trades-unionistes auront substitué au socialisme un peu vague issu de leur syndicalisme, le socialisme pleinement conscient de ses conséquences révolutionnaires, comprendront-ils, sans doute, qu'il importe, tant pour le maintien de la majorité ouvrière dans le syndicat que pour donner toute liberté à l'action socialiste de la minorité ouvrière organisée en parti de classe, d'opérer entre eux une division du travail. Ils en viendront à constituer ou à renforcer, à côté du trade-unionisme qu'entraînent les liens de la légalité bourgeoise et les préjugés corporatifs, le parti politique dont la mission est exclusivement révolutionnaire.

Cette division du travail, accomplie depuis longtemps dans la plupart des nations socialistes, s'est imposée plus récemment en France et, s'il est trop tôt pour en apprécier tous les résultats, du moins

y donne-t-elle des promesses d'excellents résultats.

Par elle, nous pouvons espérer le développement d'organismes corporatifs encore embryonnaires. Il suffira que la propagande de recrutement faite pour le syndicat soit réellement une propagande syndicale et non l'écho faussé de l'Anarchie doctrinale ou même d'un socialisme utopique. Pas de politique, pas d'anti-politique dans le syndicat, et la porte en demeurera ouverte à tous les hommes du métier, et le syndicat représentera vraiment les aspirations professionnelles de la classe ouvrière française.

Il n'est pas de Parti socialiste qui puisse, sans péril pour sa propre existence, demeurer indifférent ou étranger à la destinée des associations prolétariennes quelconques, puisque c'est dans le prolétariat et par le prolétariat que peut naître et vaincre le Socialisme.

Plus les sources ouvrières où il s'alimente sont abondantes et puissantes, plus le Parti socialiste se fortifie. Les syndicats luttent directement contre lui lorsqu'ils s'attardent aux éphémères satisfactions de l'égoïsme corporatif ou qu'ils se déciment par le divisionnisme anarcho-syndicaliste. Les syndicats sont un danger pour le Socialisme, lorsqu'ils nient le Socialisme, au nom du Possibilisme trade-unioniste, ou prétendent ignorer le Socialisme, au nom de l'Impossible anarchiste.

P.-M. ANDRÉ

Action directe

« On ne va jamais si loin que lorsqu'on ne sait pas où l'on va ». C'est la formule de Cromwell, et ce pourrait être la devise de nos syndicalistes. Ils ont remplacé les vieilles idées d'organisation, de recrutement, de discipline, par une seule shibboleth : l'action directe. N'importe quelle action, pourvu qu'elle soit directe. Comme l'écrivait dernièrement Lafargue, cette doctrine permet de taper directement les pouvoirs publics au lieu d'en faire la conquête. Elle autorise toutes les démarches dans les ministères, tout en permettant une grande outrance de paroles et une intransigeance superbe de principes.

Sans doute lorsqu'on est venu dire, à Limoges, que le Parti socialiste ne remplaçait pas la classe ouvrière, que toutes les classes y étaient représentées, on voulait logiquement admettre un parti de classe où il n'y aurait absolument que des ou-

vriers. Mais ceux qui soutenaient cette thèse s'excluaient par là même de cette classe, puisque ce sont d'aimables avocats, directeurs de revues ou professeurs en herbe et en gerbe. D'ailleurs les directeurs des syndicats et de la C. G. T. n'ont pas manqué à l'occasion de renvoyer à leurs moutons ces maîtres Patelins. L'auteur même de la nouvelle doctrine syndicaliste est un brave théoricien qui se bannit lui-même de la république qu'il a fondée.

Ce qui prouve d'ailleurs que ces nouveaux venus n'ont rien d'ouvrier, c'est le dédain superbe avec lequel ils traitent les coopératives et les associations ouvrières; ils sont choqués à la pensée qu'ils peuvent se trouver en présence d'une boîte de sardines ou d'un sac de pommes de terre. Libre à la Fédération du Nord, composée de bons flamands, de s'occuper de brasseries, de boulangeries et autres matérialités; nos éphèbes ne pensent qu'à l'action directe. Si ces coopératives contribuent à la richesse du Parti, cet argent qui « sent la bière » ne peut pas être admis; il est beaucoup plus digne de demander des subventions pour les syndicats au Gouvernement bourgeois.

Si cette théorie du syndicalisme et de l'action directe était neuve encore! Mais ce n'est que l'ancien anarchisme et l'ancien trade-unionisme avec leurs vestes retournées du côté de la doublure. L'Anarchisme, depuis Bakounine, ne voyait que l'action libre des ouvriers de la Chaux-de-Fonds, et l'on voit Kropotkine, dans ses Mémoires, répudier toute organisation politique, toute discipline, voulant dresser l'ouvrier isolé en face de la Société outillée et armée jusqu'aux dents. C'est là qu'est l'origine de l'action directe; elle vient de la Suisse et des ouvriers individualistes du Jura bernois. Quant aux Trade-Unionisme, après sa première période de lutte et de conspiration, lorsque la bourgeoisie put endiguer le mouvement en Angleterre, l'on a pu le voir vivre dans les meilleurs termes avec le Gouvernement, répudier toute organisation de classe et accepter docilement les miettes qu'on lui jetait. Tout cela remonte à près de vingt ans, et les collaborateurs de l'action directe sont bien venus de nous parler de l'originalité de leurs conceptions; bien audacieux de parler de la décomposition de Marxisme, lorsqu'ils n'ont pas encore eu le temps de composer un parti ni un groupe.

Le spectacle que nous présente à ce moment l'Angleterre ouvrière, après le Congrès de Hull, est plus organique. On y tente de fondre en un Parti tous les éléments ouvriers qui ont reconnu la nécessité de l'action politique. Syndicats, Coopératives, Sociétés amicales, toutes ces associations, qui menaient une vie séparée et autonome, sont amenées irrésistiblement à former un tout organique, et cela sans que l'action politique nuise à la propagande corporative. Le Congrès de Hull a déclaré hautement que le Parti ouvrier indépendant était socialiste, mais il est prêt à admettre dans ses rangs tous les éléments ouvriers, certain qu'il est de les gagner à notre cause par

Pages d'Histoire

LA COMMUNE

L'étude suivante a été écrite par Jules GUESDE en 1879, lorsqu'il était prisonnier à Sainte-Pélagie, au lendemain du vote d'une « amnistie partielle » qui avait donné lieu au gouvernement de reprendre, contre la Commune, des calomnies qu'il s'agissait de réfuter.

Dans « l'exposé des motifs » de la contre-façon d'amnistie qui vient d'être votée par la Chambre des députés et le Sénat, les « fédérés » de 1871 ne sont pas seulement représentés comme ayant « compromis l'existence de la République », — défendue et sauvée apparemment par la majorité des Baragnon, des Buffet et des de Broglie qui s'apprétaient dès lors à faire le 24 mai.

Lorsqu'il est fait mention du 18 mars, c'est comme « d'une insurrection que son nom, ses moyens, d'action, les actes accomplis sous les yeux de l'étranger, son but, tout enfin dénonce

comme l'un des crimes les plus grands qui aient été tentés contre la souveraineté nationale. »

A vrai dire, peu nous importe ce que pense d'une Révolution dont l'histoire est tout entière à faire un gouvernement dont les ministres ont tous ou presque tous voté des « remerciements aux armées de terre et de mer » qui venaient de fusiller Duval, Millièrre, Tony-Mollin, etc. Mais pour Paris qui nous lit, pour la France et l'Europe dont le siège n'est pas fait, il ne sera peut-être pas inutile d'étudier successivement le nom, les moyens d'action, les actes et le but de cette Commune, aussi fusillée et calomniée que peu connue.

Ce que faisant — est-il besoin de le dire? — nous n'entendons nullement tenter une apologie, même indirecte, de la plus formidable explosion révolutionnaire de tous les temps, mais simplement élucider un point de fait dont l'importance peut être mesurée aux 1.300 et quelques Français que sa méconnaissance va maintenir hors de France ou dans les silos néo-calédoniens.

LA COMMUNE — SON NOM

Pas plus que le successeur de M. Thiers, M. de Mac-Mahon, nous n'ignorons que dans

toutes les dépêches officielles qui du 18 mars au 31 mai 1871, se sont étalées sur tous les murs des trente-six mille communes de France, les *communistes* de Paris ont été systématiquement qualifiés de *communistes*.

Pour notre part, le terme de *communiste* n'a rien en lui-même qui nous effraie. *Communiste* était Platon, dans sa « République », qui vaut bien celle d'aujourd'hui. *Communistes*, les premières églises chrétiennes, dont le catholicisme, qui prétend les continuer, n'est que l'exploitation. *Communistes*, Campanella dans sa « Cité du Soleil »; Thomas Morus dans « Utopie »; Babeuf et ses « Complices » dans le manifeste et la Conjuración des Egaux; Blanqui, dans ses héroïques prises d'armes, et Cabet, dans ses généreuses et folles tentatives de rénovation sociale aux déserts transatlantiques. On ne saurait, d'autre part, indiquer aucune société, si individualiste soit-elle, qui ne renferme une certaine somme de *communisme*, ne fût-ce que les routes, les promenades publiques, les phares, etc.

Mais la vérité est qu'il ne s'agissait pas, en 1871, de communisme, mais de commune — ce qui est bien différent; et que, *linguistiquement* parlant, la Commune affranchie, libre,

l'action même, action directe celle-là, parce qu'elle représente la défense politique des intérêts syndicaux.

Aussi le résultat de cette tactique ne s'est pas fait attendre : dès l'ouverture du Parlement, le Parti ouvrier engageait la lutte contre le Gouvernement libéral à propos des pensions ouvrières et du chômage. Un signe des temps, c'est cette adresse envoyée récemment au Ministre des Finances par M. Soares et un certain nombre de millionnaires du Parti libéral, déclarant qu'ils sont disposés à payer un impôt extraordinaire sur le revenu, à la condition qu'il soit destiné à alimenter les pensions ouvrières.

On ne nous ôtera jamais de la tête que la crainte du Parti ouvrier ne soit le commencement de la sagesse pour les membres du Parti libéral. Comme toujours, en Angleterre, les dirigeants cèdent au premier signe de tempête. Ce sacrifice est donc une résultante de l'attitude du Parti ouvrier, qui a bien mérité de la classe ouvrière.

C. BONNIER



LES

Vignes à Complant

Les partis bourgeois et surtout le parti radical se posent en champion de la petite propriété contre les socialistes. Nous signalons à nos camarades ce qui se passe en Bretagne au sujet des vignes à complant : ils verront que si les Bourgeois défendent la propriété, ils dépouillent les propriétaires-paysans à leur profit ; sans doute parce qu'ils estiment que la propriété sera bien davantage en sûreté, quand ils l'auront accaparée.

Il existe dans la Loire-Inférieure environ 5.000 hectares de vignes dites à complant ; des terres ont été concédées à perpétuité vers le x^e siècle à des paysans, à la condition d'y planter de la vigne et de donner le quart de la vendange aux seigneurs. Ce genre de propriété féodale a résisté à toutes les révolutions, même à la Révolution bourgeoise qui a affranchi les complanteurs de toute redevance, sauf cependant en Bretagne, où les Bretons étaient plus occupés à guerroyer pour leurs seigneurs que de leurs propres intérêts.

Les droits que les nobles avaient respecté, les Bourgeois ont voulu s'en emparer ; depuis la révolution, leurs grimauds ont beaucoup travaillé pour faire admettre par les tribunaux que la propriété des complants était un bail résiliable, ce qui est faux, car il n'y a pas de bail de plus de 99 ans tandis que les complants étaient perpétuels.

Lorsque le phylloxera a envahi le département de la Loire-Inférieure, les Bourgeois ont voulu en profiter pour résoudre la question définitive-

ment à leur profit, en disant aux paysans : « La terre est à nous, la vigne à vous ; celle-ci est morte, enlevez les souches et laissez-nous la terre ». La valeur des complants étant en moyenne de 3.000 francs l'hectare et la rente du quart de la vendange d'environ la moitié, cela représentait pour les 11.000 complanteurs une valeur de 7.500.000 fr. étant donné qu'il y a 5.000 hectares de vignes à complant. C'était donc une magnifique opération pour les propriétaires qui profitaient ainsi de la ruine des paysans pour les dépouiller tout à fait.

Cela ne s'est pas fait tout seul. Les colons complanteurs, conseillés par les socialistes nantais, se sont syndiqués et après sept ans de lutte et d'efforts, ils ont obtenu une loi du Parlement, leur permettant de replanter leurs vignes. Aujourd'hui, le vignoble est entièrement reconstitué, mais les propriétaires n'ont pas désarmé et ils espèrent toujours s'emparer des complants. Étant donné que ceux-ci ont acquis une grande valeur depuis qu'ils sont reconstitués, ce serait une riche proie et il est bien dans la nature de MM. les bourgeois de la convoiter.

Les complanteurs prévenus ont résolu de demander l'affranchissement de leurs vignes et d'offrir de racheter la redevance du quart de la vendange ; les propriétaires, de leur côté, cherchent à parer le coup qui les menace et qui est d'autant plus dangereux que la réclamation des complanteurs est très légitime.

Un premier fait de lutte vient de se produire. Une vieille demoiselle, appartenant à la noblesse, vient d'attaquer un de ces colons complanteurs devant le juge de paix de Vertou, un sieur Robert, président ou secrétaire du Comité républicain de ce canton, qui se dit même radical.

Celui-ci s'est empressé, dans un jugement fort long, de prétendre que le complant n'était qu'un bail résiliable et il a résilié celui du paysan en faveur de la propriétaire.

Puis pour inviter sans doute les autres propriétaires à en faire autant, il a publié son jugement *in extenso* dans les journaux bourgeois, en le faisant précéder d'une note disant que l'excellent juge de paix de Vertou avait tranché la question des vignes à complant.

N'en déplaise à son Excellence, il n'a rien tranché du tout : il a simplement dépouillé un pauvre paysan en faveur d'une riche propriétaire ; il a fait mieux : il a déchaîné une tempête de protestations qui pourrait bien se changer en un véritable cyclone.

En effet, les colons ont organisé déjà dimanche dernier, une grande réunion et il est indubitable que la lutte va recommencer plus vive que jamais.

Décidément, les Bourgeois ont des amis bien maladroits. En tous cas, nous autres socialistes, nous avons tout intérêt à ce qu'ils montrent leurs griffes d'usuriers, car ils découvrent leur endroit vulnérable.

Le jugement du juge de paix de Vertou est une véritable provocation que les complanteurs vont relever : on peut en être sûr.

Ch. BRUNELLIÈRE.

Petits profits Capitalistes

(Notes officielles)

De l'*Economique*, revue des fonds publics et des valeurs industrielles, dirigée par M. Henri Avenel, les renseignements suivants :

Etablissements Dietrich

Il résulte des comptes qui seront soumis à l'assemblée générale des actionnaires de la Société Lorraine des Anciens Etablissements de Diétrich, qu'après de larges amortissements, l'exercice clos le 30 septembre dernier a laissé un solde disponible de 837.945 fr. Le conseil d'administration proposera à l'assemblée de fixer le dividende à 50 fr. bruts par action.

Compagnie Transatlantique

Les bénéfices de 1907 permettront de porter à 66.927.787 francs le montant des amortissements effectués depuis la réorganisation de la Compagnie. Dans cette somme, 28 millions proviennent, il est vrai, de la réduction du capital. Quoi qu'il en soit, la valeur des unités composant la flotte sera ainsi ramenée à un niveau normal et, déduction faite de la valeur du vieux fer, les navires âgés de plus de vingt ans sont amortis complètement.

L'amélioration de la situation de la Société lui a permis non seulement d'amortir ses unités anciennes, mais encore de construire des navires nouveaux sans recourir au crédit et en maintenant sa trésorerie dans une situation satisfaisante.

La jauge brute de la flotte, qui était, au 31 décembre 1904, de 171.127 tonneaux, était au 31 décembre 1907 de 228.305 tonneaux, soit une augmentation de 32 0/0.

Une autre constatation ressort de l'examen des résultats obtenus : c'est que l'âge moyen des navires, qui était, en 1904, de dix-huit années, s'est abaissé d'année en année, pour ne plus ressortir qu'à douze ans à la fin de 1907.

Grands Moulins de Corbeil

Les bénéfices nets réalisés par cette Société pendant l'exercice 1907 sont de beaucoup supérieurs à ceux de l'exercice 1906, qui avaient été de 1.011.307 francs. Les actionnaires recevront un dividende sensiblement plus élevé que celui de l'an dernier ; en outre, pour la première fois, les parts recevront également un dividende.

Société Métallurgique d'Aubrives et Villerupt

Les comptes de l'exercice clos le 20 septembre dernier de la Société métallurgique d'Aubrives et Villerupt qui seront soumis à l'assemblée du 22 février prochain, se soldent par un bénéfice d'environ 1 million de francs, contre 825.531 fr. 73 en 1905-1906.

Cependant, il sera proposé à l'assemblée de maintenir le dividende à 20 francs par action. L'augmentation des bénéfices sera consacrée à l'amélioration de la situation financière de la Société.

maîtresse de ses écoles, de sa police, de son budget, de son armée et de son administration, ne fait, ne peut faire de ses défenseurs — défenseurs à coups de fusil ou à coups de bulletin — que des communalistes.

Liberté communale, franchises communales, administration communale, autant de précédents *terminologiques* qui ne laissent planer aucun doute sur la validité et la portée de la rectification que nous devons tout d'abord faire au *lapsus calami* conscient et voulu de cet académicien qu'était M. Thiers.

Autant, en effet, le mot de communisme épouvante à bon droit notre bourgeoisie, qui monopolise les avantages sociaux et n'entend « mettre en commun » que les charges sociales — impôts de sang et d'argent, que la noblesse d'avant 89 acquittait seule, au moins sous la forme de *sang* — autant le mot de commune n'éveille ou ne devrait éveiller chez elle que d'heureux et grands souvenirs.

N'est-ce pas comme commune que, dans tout le moyen-âge, où elle n'était rien, elle s'est affirmée contre les seigneurs de la terre et de l'épée ?

La commune affranchie des redevances féodales, mise insurrectionnellement ou par charte

royale à l'abri des brigandages seigneuriaux, a été, du douzième au quinzième siècle, à la fois le refuge du Tiers-Etat et son moyen d'action le plus puissant pour préparer son émancipation politique, qui devrait être consommée, couronnée et consacrée par les derniers États-Généraux transformés révolutionnairement en Assemblée constituante.

Il est vrai qu'entre les communes du moyen-âge et la Commune de 1871, une autre Commune s'est produite, la Commune de Paris de 1791, 92 et 93, et qu'à cette commune intérimaire on est convenu d'attacher — depuis qu'elle a fait son œuvre et sauvé la Révolution — « les plus mauvais souvenirs de notre histoire ».

Mais ces souvenirs — qui pourrait le contester ? — sont surtout, pour ne pas dire exclusivement mauvais, pour les ordres privilégiés auxquels s'est substitué le Tiers ; pour les émigrés de l'intérieur, dont l'énergie de cette Commune purgeait les Tuileries au 10 août ; pour les émigrés de l'extérieur soutenus par les armées de la coalition, qu'elle terrorisait aux journées de Septembre, en attendant de les écraser sur le champ de bataille par son Bouchotte, le véritable « organisateur de la victoire » et pour les Vendéens et autres

chouans, qui rentraient sous terre devant son « armée révolutionnaire ».

La grande Commune de Paris, qui a été l'âme, le moteur, la chaudière — si je puis m'exprimer ainsi — de la grande Convention admirée de Berryer lui-même a été, de l'aveu de M. Thiers, le plus puissant instrument de salut de la Révolution qui a fait de la bourgeoisie la classe possédante, dirigeante et maîtresse d'aujourd'hui. Et, en admettant que ce fût à elle plus qu'aux communes des douzième, treizième, quatorzième et quinzième siècles que la Commune du 18 mars eût pris son *nom*, nos bourgeois gouvernants de l'heure présente seraient les derniers à pouvoir lui faire un « crime » de ce *nom*.

Il n'en est d'ailleurs pas ainsi, et s'il s'est rencontré dans les élus du 28 mars 1871 des néo-jacobins et des néo-hébertistes, le plus grand nombre se rattachaient à la commune bourgeoise de l'ancien régime, qui, se présentant dans l'histoire comme l'instrument de l'affranchissement politique du Tiers-Etat, leur paraissait pouvoir et devoir devenir l'instrument de l'affranchissement économique du Quatrième Etat ou prolétariat.

(A suivre).

Jules GUESDE.

Bibliographie

Misère de la Philosophie, par KARL MARX. En vente à la Librairie du Parti. Prix : 3 fr. 50.

La maison Giard et Brière vient de publier une nouvelle édition de l'ouvrage célèbre de Marx en réponse à la *Philosophie de la Misère* de Proudhon. Les œuvres du maître qui ont été écrites en français ou dont nous possédions une traduction, sont malheureusement trop rares pour que ceux de nos amis qui n'auraient pas encore ce livre ne s'empressent de se le procurer.

Ch. D.

La République industrielle, par UPTON SAINCLAIR. 1 vol. à 3 fr. 50. En vente chez Félix Juven, 122, rue Réaumur, Paris.

Il existe en ce moment-ci, chez les écrivains anglo-saxons, une tendance très forte à aller vers le Socialisme scientifique. Alors que, chez les latins, la littérature s'attarde encore à l'analyse, à la dissection pourrait-on dire, de la décomposition bourgeoise, de l'autre côté de la Manche et au delà de l'Atlantique des hommes déjà célèbres, dont la réputation littéraire n'est plus à faire, s'efforcent de voir au delà du monde qui les entoure et de rechercher dans les aboutissants d'aujourd'hui les prémices de demain.

Extrêmement rares sont les écrivains français qui aient osé affirmer des conclusions nettement collectivistes dans leurs œuvres. Les frères Rosny s'y sont essayés autrefois, mais les méthodes d'action qu'ils semblaient préconiser ont été répudiées avec force par le Socialisme grandissant. Zola s'est arrêté à la période de fourriérisme du Socialisme. L'œuvre de Fourier est certes géniale et, dans le recul du temps, il apparaîtra peut-être comme le grand précurseur du Socialisme contemporain, mais le phalanstérisme est un stade depuis longtemps dépassé. Notons cependant que, dans son dernier ouvrage « Prostitué », M. Victor Margueritte a émis des affirmations qui relèvent nettement du matérialisme historique et qu'il a proclamé l'inévitabilité de la Révolution sociale, violente ou non, selon, a-t-il dit, que les bourgeois voudront ou ne voudront pas comprendre.

La littérature socialiste américaine s'est enrichie, il y a quelques temps, d'un nouvel ouvrage d'Upton Sainclair : *La République industrielle*, dont la librairie Juven nous a donné une traduction française.

Dans sa partie critique, qui est la plus longue et la meilleure, à notre sens, de l'ouvrage, l'auteur s'est efforcé de montrer, non plus par des affirmations abstraites, mais en confrontant les principes du Socialisme scientifique avec la réalité sociale américaine, que la société capitaliste était arrivée au terme de son évolution et que la conclusion normale qui s'imposait était l'établissement du Collectivisme.

Il est impossible de citer quoi que soit de l'ouvrage ici; disons seulement que chacun des chapitres est la démonstration par l'exemple, chiffres et faits à l'appui, de toutes nos affirmations.

C'est dire quelle mine de documents précieux est cet ouvrage pour ceux de nos amis qui voudraient montrer aux classes moyennes non encore prolétarisées quel sort les attend, par l'exemple d'une évolution sociale plus avancée.

Upton Sainclair s'est refusé avec force à nous décrire la Société future et il raille agréablement ceux qui sont prêts à nous dire jusqu'à la couleur qu'auront ce jour-là les timbres-poste. Cela ne l'empêche pas de rechercher les conditions morales nouvelles qui résulteront pour l'humanité de la transformation sociale et, par là, il se laisse entraîner à exposer des conceptions de fonctionnement social que nous lui laissons pour compte.

Ce qui nous paraît utopique dans cette œuvre, c'est la façon dont Sainclair conçoit la révolution qui, en Amérique, amènera la transformation sociale. Selon lui, c'est un démagogue bourgeois, M. Hearst, qui, devant être élu Président de la République américaine en 1912, établira par décret la déchéance du Capitalisme. On voit ce qu'il y a de fantaisiste dans cette double affirmation et aussi de dangereux, car alors quelle utilité y a-t-il à ce que le prolétariat s'organise, s'il peut attendre son émancipation de l'arrivée au pouvoir d'un bourgeois qui s'affirme d'ailleurs antisocialiste.

Nous n'aurions rien dit de la date que l'auteur donne comme devant être celle de la Révolution, s'il n'avait affirmé qu'elle est une certitude scientifique. Il est bon que les chefs socialistes prévoient parfois des hypothèses politiques qui pourraient amener une révolution : cela donne une impulsion et une force nouvelle aux troupes fatiguées par de récentes batailles, mais ce ne sont que des hypothèses et en fait ils ne les ont jamais données que sous cette forme.

Au demeurant, les "écarts" que nous signalons ne sortent pas de la limite des licences littéraires que l'on peut accorder à des romanciers — surtout lorsqu'ils ont écrit "la Jungle".

Ch. D.



La Grève-Tampon



La grève généralisée à tout un métier d'une ville ou d'une région — et qu'un très grand nombre de travailleurs appellent « la grève générale » — semble devoir être remplacée, dans de nombreux cas, par une forme de grève de métier qui fût inaugurée en Angleterre, pays classique des perfectionnements du moyen syndical.

Cette nouvelle forme d'action corporative est désignée, en France, la « grève-tampon ». Elle consiste à frapper de cessation du travail successivement toutes les maisons d'une même industrie, afin d'obliger chacune de ces maisons, à tour de rôle, à accorder les mêmes conditions de travail et les mêmes salaires aux ouvriers de cette industrie.

Il y a quelques mois, le syndicat des ouvriers bijoutiers de la Seine mettait en pratique cette méthode et en retirait des avantages appréciables. En ce moment, ce sont les ouvriers balanciers qui opèrent de semblable façon et qui, déjà, ont à enregistrer de nombreuses victoires.

Victoires méritées par la prudence et la cohésion dont ces travailleurs ont témoigné.

Il ne s'agit pas, en effet, d'un « coup de tête », d'un de ces fameux « mouvements spontanés » éteints comme des feux de paille. Au contraire, avant d'engager la lutte, le syndicat a pris toutes les précautions désirables. Il a envoyé aux fabricants et aux ouvriers un questionnaire avec délai de réponse. Les fabricants ne daignèrent pas répondre, mais les ouvriers firent connaître en masse qu'ils adhéraient aux revendications arrêtées par le syndicat, et qu'ils se sentaient résolus à les soutenir. L'assemblée générale ouvrière déclara la grève-tampon et désigna l'ordre dans lequel les maisons la subiraient.

La première maison désignée reçut une mise en demeure de consentir, sous les quarante-huit heures, la journée de 9 heures et un minimum de salaire à 80 centimes l'heure. La sommation étant demeurée sans effet, la fabrique fut désertée. Aussitôt le patron capitula.

Deux autres maisons, menacées du même sort que la première, prirent les devants et offrirent les satisfactions réclamées par les ouvriers.

Une quatrième maison fut alors attaquée et ne fit pas longue résistance. Par contre, la cinquième victime désignée à la grève-tampon, résiste avec l'énergie du désespoir. Les patrons syndiqués lui accordent aide et protection; mais comme tous les ouvriers balanciers de Paris travaillent chez ces patrons et sont ainsi en mesure de pratiquer efficacement la solidarité corporative à l'égard d'un nombre de

grévistés très restreint, le conflit ne peut s'éterniser qu'au détriment du capitaliste « tamponné », qui voit ses clients passer à d'autres fournisseurs.

Evidemment, la grève ainsi comprise et ainsi conduite ne donne pas lieu à des manifestations théâtrales. Elle ne peut être entreprise et maintenue que dans une corporation groupant une très forte proportion de syndiqués et encore faut-il que l'éducation syndicale soit telle qu'on n'ait pas redouter les défaillances, à l'heure où passe le collecteur syndical.

La caractéristique de la grève-tampon est que le poids du chômage tombe moins sur les grévistes que sur les non-grévistes. Ces derniers font les frais de la grève pour leurs camarades en lutte. J'estime qu'il y a là un perfectionnement admirable de l'action syndicale, qui n'a pas pour principal objet de faire des héros et de multiplier les victimes mais, au contraire, d'éviter les victimes et de forger des volontés.

Il ne faudrait pas cependant conclure que ce moyen perfectionné de lutte qu'est la « grève-tampon », devra désormais remplacer tous les autres moyens, ni qu'il assurera, à coup sûr, la victoire à quiconque en usera.

Le lock-out peut annuler la « grève-tampon ».

Dans la grande industrie, cette grève est inopérante, tandis qu'un vaste mouvement, arrêtant le travail simultanément, aura plus d'efficacité. Il n'y a donc pas, en ces matières, des moyens « supérieurs » mais toute une série d'opérations stratégiques qui ne valent que par les bons généraux dirigeant de bonnes troupes.

P.-M. A.

L'Action Sociale

A L'INTÉRIEUR

A la Chambre.

Dans sa dernière réunion, le groupe socialiste au Parlement a décidé d'intervenir dans la discussion de l'interpellation au sujet des retraites ouvrières.

Les membres du groupe qui font partie de la commission des mines, ont reçu mandat de protester au sein de cette commission contre les nouvelles concessions de mines qui doivent être faites par le gouvernement en Meurthe-et-Moselle.

Enfin le groupe a décidé d'intervenir dans l'interpellation qui doit être faite à propos de la grève des résiniers des Landes, victimes d'une exploitation outrancière.

Inconscience de Classe

Une élection au Conseil général vient d'avoir lieu dans le Canton de Raon-l'Étape. Elle ne nous a pas été favorable. Malgré le dévouement du candidat et son effort, le Socialisme perd une centaine de voix dans ce milieu, ouvrier mais encore très peu touché par notre Parti.

Nous n'avons rien à redouter de ces échecs d'un moment : nous en avons vus d'autres, nous en verrons beaucoup d'autres encore et cela ne nous a pas empêchés et ne nous empêchera de progresser et de grandir. C'est au milieu des périls et des difficultés que l'on se forme pour la victoire. Mais une leçon se dégage de ce qui s'est passé dans les Vosges. Dans ce même canton, des centaines de prolétaires s'étaient groupés récemment sur le terrain des revendications syndicales. Ils réclamaient avec véhémence

et force une amélioration à leur sort, et de toute cette poussée ouvrière que reste-t-il ? Exactement 181 camarades qui sont arrivés à se faire une notion juste de leur situation de classe dans la société. Une poignée seulement s'est élevée jusqu'à la conception révolutionnaire d'une organisation sociale différente de celle qui les opprime. Pas plus que les violences du Midi viticole, les revendications corporatives des ouvriers vosgiens n'ont amené la masse qu'elles touchaient jusqu'au Socialisme. La besogne d'éducation reste entièrement à faire.

Le Syndicalisme se suffit à lui-même, c'est entendu, seulement il ne suffit pas au prolétariat pour son éducation et sa émancipation.

Une fois de plus la démonstration en est faite, exemple à l'appui.

Le Contrat de Travail.

Nous connaissons le rapport distribué à la Chambre sur le Contrat de Travail. Nous reproduisons à titre documentaire le texte du projet où il est question du Contrat collectif du Travail. Il constituerait l'art 1781 nouveau du Code Civil et serait ainsi conçu :

«Préalablement à la formation du contrat individuel de travail et dans le but de déterminer certaines conditions auxquelles il devra satisfaire, des conventions collectives de travail peuvent être conclues entre un employeur ou un syndicat ou groupement d'employeurs et un syndicat ou un groupement d'employés, ou entre leurs représentants respectifs».

Le nouveau projet inscrit dans le Code une possibilité de contrat collectif de Travail. Or cette possibilité existe déjà. Le tout serait de l'imposer au patronat. Avant comme après le vote de la loi (si elle est votée) la difficulté demeurera.

Les Originaires du Nord

à Paris

Dimanche 16 courant, s'est tenue à "l'Egalitaire", la réunion des originaires du Nord, habitant Paris.

Plus de 500 personnes avaient répondu à l'appel des organisateurs.

La séance s'est ouverte à 2 h. 1/2 sous la présidence du citoyen Lavaud, délégué de la Fédération de la Seine.

Prendent successivement la parole, les citoyens Henri Ghesquière, Durre, députés du Nord; Dubois, député de la Seine, Saint-Venant, secrétaire de la Fédération des Syndicats de Lille; Guillemain, de la bourse des coopératives; Groussier, député de Paris; Dherbecourt, conseiller municipal du 18^e; Delory, député du Nord; un auditeur et Vandale, du Comité d'organisation.

Tous s'efforcent de mettre en lumière le but du nouveau groupe qui est :

De réunir les camarades habitant Paris, ainsi que ceux qui viennent élire domicile à Paris, et de les mettre en rapport avec les diverses organisations de la classe ouvrière, c'est-à-dire le Parti socialiste, le syndicat et la coopérative, à seule fin de conserver l'idée d'émancipation sociale qu'ils ont acquise dans leur pays d'origine.

De faciliter aux camarades venant du Nord la recherche d'un emploi par l'intermédiaire des camarades adhérents au groupe, sur l'initiative du Comité exécutif.

D'organiser des réunions d'amis et fêtes diverses, pour venir en aide aux camarades nécessiteux, ainsi qu'aux veuves chargées de famille et en un mot, pratiquer la solidarité ouvrière qui est très sérieuse chez les originaires du Nord.

Ils y réussirent, car c'est à l'unanimité que l'assemblée vota l'ordre du jour suivant :

«Les camarades réunis salle de "l'Egalitaire" le 16 février, après avoir entendu les citoyens Ghesquière, Durre, Dubois, St-Venant, Guillemain, Groussier, Dherbecourt, Delory et Vandale, décident qu'il y a lieu de constituer le groupe socialiste des originaires du Nord pour poursuivre le triple but exposé par les orateurs et s'engagent à faire toute la propagande nécessaire pour que l'œuvre ait un plein succès ».

Ce vote ne fut pas une simple manifestation platonique, puisque la collecte faite à la sortie pour les premiers frais du groupe produisit la somme de 21 fr. 70 et que l'on récolta plus de 100 adhésions.

C'est un magnifique début qui garantit l'avenir.

Inutile de dire que cette réunion d'originaires du Nord s'est terminée par des chansons, dont la plupart en patois du pays.

Nota. — Le siège du groupe est fixé à la coopérative "l'Egalitaire", rue de Sambre-et-Meuse.

Dans le Bâtiment

Nous avons regretté, en son temps, les résultats du referendum organisé par la Fédération régionale du Nord et du Pas-de-Calais, donnant la majorité au refus d'adhésion à la Fédération nationale du Bâtiment.

Alors que la plupart des militants des syndicats du Nord et du Pas-de-Calais souhaitaient, comme nous, cette adhésion dont le citoyen Rousselot, délégué de la Fédération nationale, avait montré la nécessité; alors que tous nos amis avaient appuyé Rousselot, les syndiqués — sans doute incomplètement renseignés — se prononçaient contre.

Ces syndiqués ont craint que la Fédération nationale ne leur imposât une cotisation fédérale réduisant trop la part de la cotisation restant aux organismes locaux et c'est uniquement cette crainte qui a fait plutôt ajourner que repousser l'adhésion.

Nous sommes persuadés, en effet, qu'après plus ample informé et lorsque les militants auront disposé du temps matériel (qui leur a manqué) pour amener leurs camarades à revenir sur leur première décision, celle-ci sera réformée.

Il n'empêche que la *Voix du Peuple* profitant de ce qu'un journal patronal s'était mépris (volontairement sans doute) sur le sens du refus d'adhésion à la Fédération nationale du Bâtiment — attribue ce refus à l'influence de nos amis du Nord, alors qu'elle sait — ou devrait savoir — que c'est le contraire qui est vrai.

Quand nous poussons les syndicats à entrer à la C. G. T., on crie que c'est pour y majoriser les anarchistes. Quand des syndicats du Nord refusent d'entrer, on crie encore plus fort contre nous.

Il faudrait pourtant que les rédacteurs de la *Voix du Peuple* accordent leurs guitares!

La Crise de l'Apprentissage.

La presse bourgeoise mène grand bruit autour de ce nouveau péril qu'elle vient de monter sur épingle et qu'on appelle la crise de l'apprentissage.

Les crocodilesques philanthropes bourgeois se sont soudainement aperçus qu'il y avait des milliers d'enfants, garçons et filles, inemployés et errants sur les pavés des rues.

La famille et le foyer domestique sont une bien belle chose, le malheur est que dans notre société où les besoins de l'existence exigent le travail du père et de la mère et, par conséquent, leur présence à l'atelier et à l'usine, ça n'existe qu'à l'état de "blague" pour les gosses des prolots.

Voilà bien de la force-travail perdue ont pensé les capitalistes. Si on pouvait l'employer ce serait une bonne affaire, la main-d'œuvre enfantine étant réduite au plus bas prix.

Seulement il y a un inconvénient, c'est la loi du 30 Mars 1900 sur la durée des heures de travail. On ne peut faire travailler les enfants plus de dix heures par jour et pour que la loi ait quelque efficacité et ne pût être trop facilement tournée, le législateur a pris soin de préciser que, dans tout atelier où des enfants seront employés concurremment avec des adultes, la durée du travail commun ne pourra excéder dix heures. Exploiter les enfants ce serait bien, mais ce serait le plus souvent pour les capitalistes, s'exposer à ne pouvoir exploiter les pères et mères que dix heures par jour au lieu de douze.

Il faut donc modifier la loi du 30 Mars 1900 et permettre l'exploitation de l'enfance sans limite.

A cette condition les patrons consentiraient à prendre les enfants dans leurs usines, ce qui serait un moyen de les empêcher d'être sur le pavé. Les ouvriers y seraient seulement remplacés par leurs propres enfants travaillant à prix réduits.

Il y aurait peut-être une autre solution que celle de remanier la loi du 30 Mars 1900, ce serait de voter la loi qui réduirait pour tous, adultes et enfants, la journée de travail à une durée de huit heures.

C'est la solution des socialistes. Nous la soumettons respectueusement aux philanthropes bourgeois.

Concentration capitaliste

En France, la production de la fonte a augmenté en même temps qu'a diminué le nombre des Hauts-fourneaux. En 1861, il y avait 472 Hauts-fourneaux à coke et autres; leur nombre est descendu à 223 en 1871, à 203 en 1881, à 118 en 1891, à 110 en 1901. Quant à la production, elle a été de 967.000 tonnes en 1861, de 860.000 en 1871, de 1.886.000 en 1881, de 1.897.000 en 1891, et de 2.389.000 en 1901.

L'évaluation des propriétés bâties pour l'imposition de la contribution foncière a donné d'excel-

lents résultats. Les usines soumises à la contribution foncière étaient au nombre de 152.180 en 1881, de 140.114 en 1891, et de 128.131 en 1901. Naturellement la valeur locative des usines a augmenté en même temps que leur nombre diminuait. La statistique que j'ai sous les yeux indique que la valeur locative des usines, en 1891, s'élevait à 211.089.801 francs; dix ans après en 1901, la valeur locative était de 254.951.670 fr.

La fabrication du sucre a également été atteinte par la concentration. On a compté 486 fabriques en 1881 - 1882; 368 en 1891 - 1892; et 332 en 1901 - 1902. Là encore la diminution du nombre des fabriques a été accompagnée d'une augmentation de la production. La quantité de sucre obtenue a été de 337.087.661 kilogrammes en 1881 - 1882; de 578.109.771 en 1891 - 1892, et de 1.051.930.646 en 1901 - 1902.

Ces preuves de la concentration capitaliste sont édifiantes; elles nous sont fournies par la statistique officielle que chacun peut consulter. Nous pouvons les invoquer à l'appui de notre théorie — contre les dires de nos adversaires.

Statistique.

Il y a eu à Roubaix, dans le cours de l'année 1907, trente-quatre (34) grèves dans les tissages, filatures, peignages, teintureries ou apprêts. Nous devons signaler, en outre, une grève générale des trieurs de déchets comprenant une vingtaine d'établissements et une autre de teinturiers sur échevaux qui atteignit une quinzaine d'usines. La première se termina par une victoire, la seconde par une défaite.

Les résultats des 34 grèves furent les suivantes: Victoires, 10; défaites, 14; Transactions, 6; résultats inconnus, 4.

La plus longue grève fut celle du tissage Ternynck qui dura sept mois et 1 jour; celle du tissage Watine qui vint de finir et qui aura duré exactement trois mois et deux jours. Viennent ensuite la grève de la filature Mulliez qui dura exactement trois mois et celle des trieurs de déchets de la maison Ducoulombier qui, commencée le 2 novembre dernier, continue encore à l'heure actuelle.

Pour terminer et compléter cette petite statistique disons que le Syndicat ouvrier textile de Roubaix, qui fut mêlé à presque tous ces conflits a dépensé, rien que pour indemnités de grèves, payées à ses adhérents, et pour l'année 1907 seulement, la somme de **75.852 fr. 40.**

Grève et Arbitrage.

On vient de distribuer le rapport sur le projet Millerand tendant à un règlement amiable des différends relatifs aux conditions de travail. On rendrait obligatoire dans chaque établissement la constitution d'une délégation des employés et ouvriers chargée de représenter le personnel. Si cette délégation n'obtient pas ce qu'elle demande, les ouvriers peuvent se mettre en grève. De même ils peuvent recourir à la grève au cas où un arbitrage ayant été décidé entre le patron et la délégation, la sentence n'est pas rendue dans les six jours. La déclaration de grève a lieu au referendum à la majorité absolue des votants, cette majorité étant au moins du tiers des intéressés. La grève une fois votée devient obligatoire pour tous.

La grève déclarée, l'arbitrage a lieu de plein droit. Il est confié aux sections compétentes du Conseil du Travail, ou s'il n'y a pas de Conseil de ce genre dans la circonscription, aux prud'hommes ou à une délégation du Conseil supérieur du travail.

Encore la Production

Houillère.

Les capitalistes pour s'opposer à l'application de la journée de huit heures dans les mines avaient imaginé de proclamer que la production houillère subissait une baisse considérable. Nous avons démontré avec tous les chiffres à l'appui la fausseté de cette allégation bourgeoise. Jamais la production n'avait été aussi élevée. Mais voici mieux encore: M. Reumaux, le nouveau président de la société des Ingénieurs Civils de France, s'est exprimé en ces termes sur les exploitations minières du Nord et de Pas-de-Calais, qui sont le seul grand centre actuel de notre production houillère: "C'est grâce à ces efforts persévérants qu'ils (les exploitants) ont dépassé la belle productivité de plus de 300 tonnes par hectare utile concédé qu'aucun autre pays n'atteint, et ils entendent bien ne pas s'arrêter là". Ainsi non seulement la production ne diminue pas mais encore l'effort des ouvriers est tel qu'en aucun autre pays du monde la proportion de productivité n'est égale à la notre.

Autrement dit, nulle part le bénéfice de rendement n'est aussi élevé qu'en France.

Nous demandons la journée de six heures pour les malheureux qui triment au fond des puits.

A L'EXTÉRIEUR

La Crise Universelle

Il n'y a pas qu'en France que la vie augmente : en dépit de lamentations intéressées des réacteurs sociaux, le mal est partout. En Amérique l'accroissement des loyers vient de susciter une grève de locataires ; à Buda-Pesth, 30.000 locataires organisent des manifestations pour le même motif. A New-York le nombre des sans-travail s'accroît chaque jour et la misère parmi eux est intense. A Londres l'exaspération des Sans-Travail est telle, que certains sont disposés à se laisser mourir de faim par protestation. En Chine même, par suite du renchérissement des vivres, l'empereur vient de rendre un édit ordonnant au ministère des finances, d'ouvrir un crédit spécial de 500.000 taëls et de faire le nécessaire pour venir en aide à la population pauvre de Pékin.

Crise en Suisse

Une crise des plus sérieuses sévit en ce moment sur deux des plus importantes industries de Suisse, celles de l'horlogerie et celles de la broderie. Dans l'une et l'autre, on va être obligé de restreindre la production, d'où inévitable chômage pour la population ouvrière.

Assurance mutuelle

contre la Grève

Les propriétaires de mines dans les bassins du Rhin et de Westphalie, ont imaginé de constituer une association pour la protection de leurs intérêts dans les questions ouvrières. Ceux qui seraient lésés par les grèves recevraient une indemnité de l'association. Presque toutes les mines du Rhin et de Westphalie feraient partie de la combinaison.

Si après cela, les ouvriers mineurs ne comprennent pas et ne se syndiquent pas comme leurs exploiters pour la défense de leurs intérêts ouvriers, c'est qu'ils ont une belle taie sur les yeux.

Chez les Employés de la Seine

La Commission de rédaction du *Socialisme* a reçu une nouvelle communication à propos de l'interview du citoyen Martinet que nous avons publiée. Cette nouvelle communication émane du citoyen Louis Kosciusko.

Bien que, par l'insertion de la longue réponse du citoyen Gaston Renaudel, nous ayons pleinement rempli notre rôle d'informateurs désireux de rester étrangers au conflit intérieur de la Chambre syndicale des Employés de la Seine, nous eussions accueilli la copie du citoyen Kosciusko, mais la forme trop vive adoptée par ce citoyen à l'égard de tiers ne nous permet pas de le faire.

Le citoyen Kosciusko résume lui-même ainsi les mobiles de l'opposition faite par la minorité « à l'esprit d'autoritarisme de Martinet et à la majorité docile du Conseil qui l'a suivi » : — Au syndicat rose-thé, les Socialistes syndiqués veulent substituer le syndicat rouge.

A ce qui le concernait personnellement dans l'interview du citoyen Martinet, le citoyen Kosciusko répond :

— J'étais évolutionniste, je suis devenu révolutionnaire, c'est-à-dire revenu de mon erreur.

Enfin, le citoyen Kosciusko pose cette question : — Serait-il indiscret de demander à Dumas pourquoi, après m'avoir combattu comme évolutionniste, il soutient maintenant les défenseurs de cette tactique dans un organe révolutionnaire et souhaite le succès au commandant des réformistes-syndicalistes contre les révolutionnaires syndiqués ?

La Commission de rédaction du *Socialisme* a laissé à Ch. Dumas le soin de répondre à cette question, en le priant de le faire de telle façon que l'incident puisse être clos, la polémique sur des questions personnelles n'entrant pas dans le cadre de notre journal-revue.

Un mot. — Un simple mot en réponse au citoyen Kosciusko. Fidèle interprète des paroles du citoyen Martinet que j'interviewais, je me suis borné à reproduire ses affirmations.

Quant au passé du citoyen Martinet, j'ai constaté simplement que, pendant de longues

années, il avait été à la tête d'une organisation qui s'est développée au point d'être aujourd'hui cette force remarquable que nous serions les premiers à regretter de voir se disloquer par de malheureuses querelles intestines. C'est à cela que j'ai rendu hommage, sans vouloir m'occuper des autres circonstances de la vie publique de Martinet.

Reconnaître l'œuvre des autres, c'est une justice que l'on rend quelquefois...

Ch. D.



La Presse socialiste

De l'« Avanti ». (Ramella Secondo). — Après le Congrès des cheminots :

Et alors quelle est la meilleure méthode, disent quelques-uns, si ce n'est celle de l'action directe ? Nous, au contraire, nous disons : Une armée qui va livrer bataille, doit-elle avoir un seul moyen d'attaque. Pourquoi ne réglerions-nous pas notre offensive et notre défensive selon les conditions ?

Mais, disent-ils encore, action directe ne veut pas dire manie de faire la grève. Cette action va de la réclamation individuelle à la protestation collective. Et dans l'un et l'autre cas, elle ne doit être mise en œuvre que par les seules forces directes de l'organisation.

Nous, au contraire, nous disons : Quand on est certain d'aboutir à un bon résultat, ne doit-on pas recourir à d'autres moyens que ceux dont ne dispose pas l'organisation professionnelle. A notre objection, quelques-uns répondent que nous voulons faire de la politacillerie, ou pour mieux dire : du parlementarisme.

Arrêtons-nous un instant à ce point. Si politique veut dire subordonner l'organisation économique aux fins d'un parti, alors oui nous dirons que nous sommes « apolitiques ». Mais si au contraire cela signifie qu'une organisation économique de résistance comme la nôtre, doit se préoccuper avant tout des conditions politiques du pays dans lequel elle livre bataille, afin de la savoir bien livrer, alors oui, nous dirons franchement que nous sommes des politiciens.

AAAAA

Le citoyen Léon Gambert, de la Fédération socialiste de la Drôme, écrit dans le *Prolétaire*, à propos des prochaines élections municipales à Valence :

Admettez qu'en mai prochain, il y ait aux prises quatre listes : celle des *réactionnaires*, des *commérçants*, des *radicaux* et *radicaux-socialistes* et celles des *socialistes* ; eh bien, c'est la liste socialiste qui doit arriver en tête.

Parfaitement, aucune voix ouvrière ne devrait nous manquer, si les travailleurs étaient conscients de leur devoir, s'ils savaient reconnaître ceux qui les défendent quand ils sont en conflit avec le patronat. Malheureusement la majorité des ouvriers, organisés dans leur syndicat, subit l'influence de certains meneurs, qui leur crient, si l'un d'eux a le malheur de faire une allusion politique quelconque : « Ici, pas de politique ! »

Ah oui ! il est défendu de faire allusion ou de s'occuper du Parti socialiste dans les syndicats, mais il n'est pas défendu d'y faire de la politique bourgeoise, de la politique radicale.

AAAAA

Du *Combat Social* de Nîmes, sous le titre, *Mauvaise besogne* :

Dans un de ses derniers numéros, la *Guerre Sociale* félicite Ducos de la Halle d'avoir insinué au dernier Conseil National que la Fédération du Nord se servait des fonds de ses coopératives pour acheter les cartes de ses adhérents.

Depuis longtemps, la plus belle Fédération du Parti qui, elle, a compris son rôle d'organisation, est en butte aux attaques des incapables et des désorganisateur qui pour tout travail socialiste ne font qu'œuvre de désagrégation.

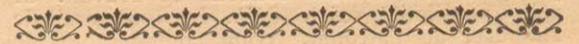
Pour quiconque a visité les sections de la Fédération du Nord, toutes ces attaques bilieuses des dilettants du socialisme ne portent nullement et beaucoup de camarades pensent avec nous que ces dénigreurs systématiques devraient accomplir comme les militants du Nord la besogne du groupement.

Lorsqu'ils auront amené au Parti un nombre aussi grand de forces socialistes et de consciences ouvrières, ils auront le droit d'attaquer.

Mais alors ils ne calomnieraient plus, ils féliciteraient nos amis du Nord.

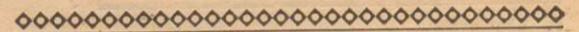
La *Leipziger Volkszeitung* définit ainsi la situation du prolétariat organisé dans le Parti vis-à-vis des opinions religieuses :

Nous réclamons que la religion soit considérée comme une affaire privée de chaque individu, qui a à se décider lui-même, sans que d'autres puissent s'en mêler ou lui donner des ordres. Cette revendication est sortie tout naturellement de notre action pratique. Il est parfaitement vrai que nous prétendons ainsi gagner en masse à nos idées les ouvriers non-religieux et religieux de toutes confessions, c'est-à-dire les grouper en vue de la lutte commune pour leurs intérêts de classe. Le but du mouvement ouvrier socialiste n'est autre qu'une transformation économique de la société, le passage des moyens de production à la propriété collective. Dans ces conditions, il va de soi que nous écartons tout ce qui est étranger à ce but et serait susceptible d'amener des divisions entre les ouvriers..... Nous ne détachons pas les ouvriers de leur foi antérieure par la prédication de notre théorie, le matérialisme historique, mais ils perdent la foi rien que par l'examen attentif des conditions économiques, qui leur fait reconnaître la suppression de la misère comme un but pouvant être atteint d'une façon palpable. Le besoin de comprendre de plus en plus à fond ces conditions, les amène à étudier les ouvrages de nos grands théoriciens sur le matérialisme historique. Ceux-ci n'ont pas besoin d'agir sur eux dans un sens antireligieux, puisque la foi est déjà partie : au contraire, ils les amènent à regarder la religion comme un phénomène justifié historiquement et qui ne disparaît que dans des conditions à venir.



ANNONCES COMMERCIALES

Tarif : 0.75 la ligne — Forfaits pour 3 et 6 mois et un an



✻ **HORLOGERIE** ✻
L. DUBOIS Fils

20, Rue de Rivoli, PARIS

Chronomètre "TORPILLEUR"

(Marque déposée) RÉGLAGE DE HAUTE PRÉCISION

Donnant un écart maximum de 4' par mois

CHRONOMÈTRES :

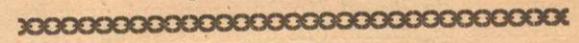
NICKEL, 38 FR. — ACIER, 40 FR. — ARGENT, 48 FR. — OR, 190 FR.

MONTRES :

NICKEL, 30 FR. — ACIER, 32 FR. — ARGENT, 42 FR. — OR, 150 FR.

Envoi franco aux abonnés du "SOCIALISME"

Grand choix d'Alliances en Or — Orfèvrerie
Réargenture — Pendules — Réveils — Cartels
L'Horlogerie est garantie 4 ans



ASSURANCES contre L'INCENDIE A. M.

Remises annuelles de 30 à 40 0/0

SUR LE TARIF DES COMPAGNIES PAR ACTIONS

S'adresser 15, rue Visconti



Les Camarades qui voudraient faire

**EXPERTISER ou VENDRE
DES LIVRES**

POURRONT ÉCRIRE AU CITOYEN

A. RENOUF, LIBRAIRE

23, rue de Villejuif — Paris (13^e)

QUI SE RENDRA A DOMICILE



Imprimerie J.-E. WATELET aîné

69, Avenue d'Orléans, PARIS (14^e)

Spécialité d'AFFICHES ÉLECTORALES à prix réduits

Le Gérant : MERCY.

Composé par un groupe d'ouvriers syndiqués.

PARIS. Imprimerie J.-E. WATELET AÎNÉ
69, Avenue d'Orléans.

